

UN PRESIDENT ANTI SOCIAL

Le président des ultras riches, réélu après un quinquennat dont les politiques économiques et fiscales ont profité aux plus fortunées et aux grandes entreprises. La richesse des 43 milliardaires français s'élève à plus de 470 milliards d'euros soit 8 fois plus qu'après la crise financière de 2008.

- Une dette abyssale.
- Suppression de l'impôt sur la fortune.
- Aucunes contreparties sociales et environnementales aux milliards d'aides publiques déversées aux entreprises.
- Délabrement des hôpitaux publics.
- Dépendance industrielle
- Aucun coup de pouce pour le smic

- Baisse des allocations logement
- Contre réforme du chômage punitive
- Pulvérisation du code du travail par les ordonnances
- Simulacre de négociation avec les organisations syndicales.

Voilà son bilan désastreux !

Hier comme aujourd'hui le président persiste et signe en poursuivant cette politique libérale et anti sociale.

- Contre réforme des retraites avec un report de l'âge de départ à 65 ans.
- Obligation pour les allocataires du RSA de consacrer 15 à 20 h par semaine à une activité d'insertion.
- Et bien sûr de nouveaux allègements d'impôts pour les entreprises.

Voilà le projet du Président MACRON !

Hier comme aujourd'hui notre lutte pour le progrès social continuera Monsieur le Prédident !

Nous n'aurons de cesse pour l'obtention d'une société juste et solidaire pour toutes et tous !

La construction de ce 1^{er} Mai s'inscrit dans le contexte particulier de crises économiques, sociales, environnementales et de guerres qui s'accroissent dangereusement.

C'est pourquoi, nos organisations syndicales, CGT, UNSA, SOLIDAIRES et FSU revendiquent un 1^{er} MAI à la hauteur des exigences du monde du travail, sur les salaires, les pensions, de la protection sociale, des emplois, des services publics, l'écologie et la Paix.

Pour une rupture profonde en matière salariale et pour les pensions.

Avec un taux d'inflation qui s'emballe, la situation faite aux agents du public comme aux salariés, aux retraités, aux privés d'emploi comme aux étudiants n'est plus tolérable tandis que les milliardaires en France ont accumulé 236 milliards supplémentaires lors de la pandémie. Dans le public comme dans le privé, le travail des salariés doit être reconnu à la hauteur de sa valeur, des richesses qu'il crée et garantir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Les étudiants doivent pouvoir faire leurs études sereinement sans subir la précarité. Les pensions de retraite doivent être également revalorisées. En ce 1^{er} MAI, exigeons des mesures fortes et générales d'augmentations des salaires et des pensions, des bourses étudiantes et un plan de rattrapage des pertes accumulées.

Pour arrêter de malmenager les services Publics.

Alors que les services publics contribuent à répondre aux besoins de la population et à réduire les inégalités, pour les organisations syndicales, il est aujourd'hui temps de reconnaître la valeur et l'engagement de leurs agents en améliorant leurs conditions de travail et en revalorisant d'urgence le point d'indice. L'urgence est en

effet au renforcement et à la consolidation des statuts, à l'embauche massive et à la juste rémunération de tous les fonctionnaires.

Pour défendre et conforter notre modèle social.

Les organisations syndicales continuent d'exiger la suppression de la réforme de l'assurance chômage, comme elles s'opposeront à tous projets visant à reporter l'âge légal de départ en retraite. La préservation de notre modèle social et de son financement passe par la lutte contre le chômage, par les augmentations de salaire, par la lutte contre l'évasion fiscale ou encore par la fin d'exonération de cotisations sociales non compensées par l'état.

Pour la transition écologique.

Ce 1^{er} MAI est l'occasion d'exprimer la nécessité de mesures fortes et immédiates pour éviter les conséquences dramatiques du dérèglement climatique pour les écosystèmes et les populations. Cette question concerne au tout premier chef le monde du travail.

Pour lutter contre les semeurs de haine.

Les organisations s'indignent de la montée des discours d'extrême droite qui propagent la xénophobie, le racisme et qui rejettent les luttes sociales, féministes, humanistes ou encore d'identité sexuelle et de genre. Ce 1^{er} MAI est un moment fort de réaffirmation des valeurs de solidarité, d'égalité et d'opposition à toutes les formes de discrimination.

Pour la Paix et la solidarité internationale.

Fidèle à sa tradition internationaliste, le mouvement syndical place aussi ce 1^{er} MAI sous le signe de sa solidarité avec le peuple ukrainien et tous les peuples victimes des guerres. Les réfugiés d'où qu'ils viennent doivent être accueillis dignement et sans discrimination, les citoyens russes et biélorusses qui expriment leur opposition à la guerre doivent être soutenus. Nos organisations dénoncent l'agression de la Russie et militent pour la Paix. Celle-ci passe par un retrait immédiat des troupes russes du sol ukrainien et par le retour à la diplomatie afin de dégager une solution respectueuse des droits des peuples et du droit international. Les crimes de guerre doivent être dénoncés et punis quelque soit le pays où ils sont commis. Enfin les organisations syndicales exigent une politique d'accueil humaniste qui soit la même pour tous les réfugiés quels que soit leurs pays d'origine.

Pour toutes ces raisons, la CGT, l'UNSA, SOLIDAIRE et FSU appellent les salariés, agents publiques, jeunes, retraités et privés d'emploi à continuer la lutte.